

## Situation Mensuelle de l'Etat



Décembre 2015 définitive





**DF** DIRECTION GÉNÉRALE DES  
FINANCES PUBLIQUES

<b>Synthèse</b> .....	<b>2</b>
Faits marquants .....	2
Chiffres clés .....	4
<b>Solde d'exécution budgétaire</b> .....	<b>5</b>
<b>Dépenses</b> .....	<b>6</b>
Dépenses du budget général par titres et catégories .....	6
Dépenses du budget général par missions et programmes .....	7
<b>Recettes</b> .....	<b>11</b>
Recettes fiscales du budget général .....	11
Recettes non fiscales du budget général .....	13
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours .....	15
<b>Opérations des comptes spéciaux</b> .....	<b>16</b>
<b>Données patrimoniales</b> .....	<b>17</b>
Correspondants du Trésor et personnes habilitées .....	17
Dette financière de l'Etat .....	18
<b>Notes méthodologiques</b> .....	<b>19</b>



## Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -70,52 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin décembre 2015 s'élève à -70,52 Md€ contre -91,84 Md€ à fin décembre 2014 à périmètre constant. Cette variation s'explique par la baisse des dépenses

nettes du budget général à hauteur de 9,26 Md€ conjuguée à la hausse des recettes nettes de 10,59 Md€ et à l'amélioration du solde des comptes spéciaux de 1,47 Md€.

## Dépenses du budget général (nettes de R et D\*) : 301,58 Md€

### Les principales dépenses de l'année

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 66,40 Md€ dont 30,91 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » et 19,88 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » ;

✓ Mission **Engagements financiers de l'Etat** : 42,73 Md€ dont 42,14 Md€ afférents au programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » ;

✓ Mission **Défense** : 40,98 Md€ dont 21,38 Md€ pour le programme « Soutien de la politique de la Défense », 10,21 Md€ pour le programme « Equipements des forces » et 8,05 Md€ au titre du programme « Préparation et emploi des forces » ;

Les dépenses nettes à fin décembre 2015 s'élèvent à 301,58 Md€ contre 310,84 Md€ à fin décembre 2014 à périmètre constant. Cet écart s'explique notamment par les baisses conjuguées des dépenses d'intervention (-3,91 Md€) et d'opérations financières (-3,72 Md€), notamment suite à des opérations exceptionnelles intervenues en 2014

✓ Mission **Recherche et enseignement supérieur** : 26,01 Md€ dont 12,74 Md€ consacrés au programme « Formations supérieures et recherche universitaire » et 6,22 Md€ au titre du programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » ;

✓ Mission **Sécurités** : 18,31 Md€ partagés essentiellement entre les programmes « Police nationale » pour 9,70 Md€ et « Gendarmerie nationale » pour 8,15 Md€ ;

✓ Mission **Solidarité, insertion et égalité des chances** : 16,28 Md€ dont 11,91 Md€ au titre du programme « Handicap et dépendance » ;

dans le cadre des programmes d'investissement d'avenir. La baisse des dépenses nettes résulte également de la diminution des dépenses de fonctionnement (-1,12 Md€) et des charges de la dette de l'Etat (-1,02 Md€). Les dépenses de personnel augmentent de 0,79 Md€.

## Recettes du budget général (nettes de R et D\*) : 229,43 Md€

### Les principales recettes de l'année (nettes de R et D\*)

**TVA** : 141,79 Md€ ;

**Impôt sur le revenu** : 69,33 Md€ ;

**Impôt sur les sociétés (hors CSB)** : 33,55 Md€ ;

**Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 21,81 Md€ dont 10,63 Md€ au titre des mutations à titre gratuit par décès ;

**Autres impôts directs et taxes assimilées** : 14,48 Md€ dont 5,22 Md€ d'impôt de solidarité sur la fortune et 4,74 Md€ de retenues à la source ;

**Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -50,53 Md€ dont -36,65 Md€ au titre de la DGF ;

**Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -19,70 Md€.



### Recettes fiscales (nettes de R et D\*) : 280,13 Md€

Elles s'élevaient à 275,98 Md€ à périmètre constant à fin décembre 2014, soit une hausse de 4,15 Md€. Cette variation s'explique notamment par l'augmentation des recettes de TVA (+1,77 Md€), de TICPE (+0,55 Md€), d'autres impôts directs et taxes assimilées (+0,92 Md€ dont 0,60 Md€ de

retenues à la source) et de droits d'enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (+2,70 Md€ dont 1,76 Md€ de mutations à titre gratuit par décès). Les recettes nettes d'IS diminuent de 1,78 Md€.

### Recettes non fiscales : 14,41 Md€

Les recettes non fiscales à fin décembre 2015 s'élèvent à 14,41 Md€ contre 13,95 Md€ à fin décembre 2014 à périmètre constant. La variation s'explique notamment par l'augmentation des amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite

pour 1,84 Md€ (notamment en raison du recouvrement des amendes prononcées par l'Autorité de la concurrence) compensée une baisse des dividendes et recettes assimilées (-0,84 Md€) et des recettes diverses (-0,49 Md€).

### Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -70,23 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -70,23 Md€ à fin décembre 2015 contre -74,78 Md€ à fin décembre 2014. Cette variation s'explique essentiellement par les baisses, par rapport à 2014, des prélèvements au profit des

collectivités territoriales pour 3,91 Md€ (dont 3,48 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement) et au profit de l'Union européenne pour 0,65 Md€.

### Fonds de concours : 5,11 Md€

Les fonds de concours s'élèvent à 5,11 Md€ à fin décembre 2015 contre 3,69 Md€ à fin décembre 2014, soit une variation de 1,42 Md€. Cet écart

s'explique essentiellement par l'augmentation des contributions des partenaires du ministère de la Défense (notamment DCNS).

### Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : 1,62 Md€

Au 31 décembre 2015, le solde des comptes spéciaux s'établit à 1,62 Md€ contre 0,16 Md€ en décembre 2014. L'écart s'explique essentiellement par l'amélioration du solde des comptes

d'affectation spéciale (+1,13 Md€) notamment les comptes « Participations financières de l'Etat » (+0,45 Md€) et « Participation de la France au désendettement de la Grèce » (+0,41 Md€).

### Correspondants du Trésor et personnes habilitées au 31 décembre : 100,76 Md€

Les dépôts des correspondants du Trésor et personnes habilitées ont augmenté de 6,72 Md€ sur l'année 2015. Cette évolution résulte notamment de

la hausse des dépôts des collectivités et établissements publics locaux (+5,05 Md€) notamment les communes.

### Dettes financières de l'Etat au 31 décembre : 1 583,06 Md€

Les flux nets positifs enregistrés en 2015 concernent les OAT (émissions nettes de 124,71 Md€) et les autres emprunts (+1,91 Md€).

Les montants des BTAN et des BTF ont diminué respectivement de 53,26 Md€ et 22,61 Md€ depuis au cours de l'année 2015.



	Prévision annuelle	Cumul à fin décembre		Renvoi Page
	2015	2015	2014 retraité 2014 exécuté	
unité : million d'€.				
<b>DONNEES BUDGETAIRES</b>				
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-73 340	-70 524	-91 839 -85 555	6
Dépenses du budget général (nettes de R et D)	302 394	301 575	310 836 302 883	6
Recettes du budget général (nettes de R et D)	227 887	229 426	218 841 217 172	6
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)				
- IR	69 511	69 327	69 224 69 224	
- IS *	33 455	33 549	35 328 35 328	
- TVA	141 714	141 786	140 015 138 352	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	1 167	1 624	155 155	16
<b>DONNEES PATRIMONIALES</b>				
Correspondants du Trésor et personnes habilitées		100 761		17
Dette financière de l'Etat		1 583 061		18

\* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Prévision annuelle	Cumul à fin décembre		
	2015	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Dépenses nettes du budget général</b>				
Dotations des pouvoirs publics		988	990	990
Dépenses de personnel		121 569	120 782	120 765
Dépenses de fonctionnement		51 605	52 721	52 757
Charges de la dette de l'Etat		42 136	43 159	43 159
Dépenses d'investissement		10 852	11 124	11 123
Dépenses d'intervention		73 618	77 531	69 560
Dépenses d'opérations financières		806	4 529	4 529
<b>Total des dépenses (nettes de R et D) (I)</b>	<b>302 394</b>	<b>301 575</b>	<b>310 836</b>	<b>302 883</b>
<b>Recettes nettes du budget général</b>				
Recettes fiscales	278 759	280 132	275 981	274 307
Recettes non fiscales	14 736	14 412	13 952	13 949
Prélèvements sur recettes	-70 434	-70 230	-74 781	-74 774
Fonds de concours	4 825	5 113	3 690	3 690
<b>Total des recettes (nettes de R et D) (II)</b>	<b>227 887</b>	<b>229 426</b>	<b>218 841</b>	<b>217 172</b>
<b>Total des recettes (nettes de R et D, hors prélèvements sur recettes)</b>	<b>298 320</b>	<b>299 656</b>	<b>293 623</b>	<b>291 946</b>
<b>SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)</b>	<b>-74 507</b>	<b>-72 149</b>	<b>-91 994</b>	<b>-85 710</b>
<b>Comptes spéciaux</b>				
Solde des comptes d'affectation spéciale	644	1 319	193	193
Solde des comptes de concours financiers	298	88	-295	-295
Solde des comptes de commerce	156	248	186	186
Solde des comptes d'opérations monétaires	69	-1 978	-819	-819
<b>SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)</b>	<b>1 167</b>	<b>1 624</b>	<b>155</b>	<b>155</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)</b>	<b>-73 340</b>	<b>-70 524</b>	<b>-91 839</b>	<b>-85 555</b>



	Prévision annuelle	Cumul à fin décembre		
	2015	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.				
<b>TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL</b>		<b>121 569</b>	<b>120 782</b>	<b>120 765</b>
Rémunérations d'activité		69 569	69 249	69 254
Cotisations et contributions sociales		51 239	50 772	50 750
Prestations sociales et allocations diverses		761	762	762
<b>AUTRES TITRES</b>		<b>180 006</b>	<b>190 053</b>	<b>182 117</b>
<b>Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics</b>		<b>988</b>	<b>990</b>	<b>990</b>
<b>Titre 3 - Dépenses de fonctionnement</b>		<b>51 605</b>	<b>52 721</b>	<b>52 757</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		25 291	26 830	26 833
Subventions pour charges de service public		26 314	25 890	25 924
<b>Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat</b>		<b>42 136</b>	<b>43 159</b>	<b>43 159</b>
Intérêts de la dette financière négociable		0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable		0	0	0
Charges financières diverses		42 136	43 159	43 159
<b>Titre 5 - Dépenses d'investissement</b>		<b>10 852</b>	<b>11 124</b>	<b>11 123</b>
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat		9 041	9 820	9 797
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat		1 811	1 304	1 326
<b>Titre 6 - Dépenses d'intervention</b>		<b>73 618</b>	<b>77 531</b>	<b>69 560</b>
Transferts aux ménages		34 413	34 300	26 558
Transferts aux entreprises		10 224	13 487	13 280
Transferts aux collectivités territoriales		6 292	6 528	6 401
Transferts aux autres collectivités		22 539	23 077	23 192
Appels en garantie		149	138	129
<b>Titre 7 - Dépenses d'opérations financières</b>		<b>806</b>	<b>4 529</b>	<b>4 529</b>
Prêts et avances		312	558	558
Dotations en fonds propres		761	3 851	3 851
Dépenses de participations financières		-267	119	119
<b>TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>302 394</b>	<b>301 575</b>	<b>310 836</b>	<b>302 883</b>





unité : million d'€	Prévision annuelle 2015		Cumul à fin décembre 2015		Cumul à fin décembre 2014 retraité
	AE	CP	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT</b>	<b>3 173</b>	<b>3 043</b>	<b>3 088</b>	<b>2 949</b>	<b>2 819</b>
Action de la France en Europe et dans le monde	1 885	1 891	1 837	1 847	1 738
Diplomatie culturelle et d'influence	741	741	731	730	726
Français à l'étranger et affaires consulaires	367	367	345	344	356
Conférence "Paris Climat 2015" (1)	179	44	176	28	0
<b>ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT</b>	<b>2 902</b>	<b>2 920</b>	<b>2 813</b>	<b>2 789</b>	<b>2 673</b>
Administration territoriale	1 752	1 751	1 754	1 752	1 745
Vie politique, culturelle et associative	422	422	309	268	279
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	728	746	750	769	650
<b>AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES</b>	<b>4 079</b>	<b>3 983</b>	<b>4 091</b>	<b>3 996</b>	<b>3 617</b>
Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires	2 598	2 500	2 602	2 517	2 074
Forêt	272	266	269	253	298
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	496	494	508	506	512
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	714	722	713	720	733
<b>AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT</b>	<b>2 485</b>	<b>2 803</b>	<b>2 452</b>	<b>2 655</b>	<b>2 753</b>
Aide économique et financière au développement	687	1 027	789	989	1 014
Solidarité à l'égard des pays en développement	1 798	1 776	1 663	1 666	1 739
<b>ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION</b>	<b>2 748</b>	<b>2 737</b>	<b>2 718</b>	<b>2 720</b>	<b>2 873</b>
Liens entre la Nation et son armée	53	43	40	42	43
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	2 594	2 594	2 523	2 523	2 733
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale	100	101	155	155	96
<b>CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT</b>	<b>642</b>	<b>639</b>	<b>609</b>	<b>623</b>	<b>617</b>
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	388	384	360	373	370
Conseil économique, social et environnemental	40	40	40	40	40
Cour des comptes et autres juridictions financières	214	215	208	210	206
Haut Conseil des finances publiques	1	1	0	0	0
<b>CREDITS NON REPARTIS (3)</b>	<b>314</b>	<b>14</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	314	14	0	0	0
<b>CULTURE</b>	<b>2 565</b>	<b>2 595</b>	<b>2 588</b>	<b>2 601</b>	<b>2 557</b>
Patrimoines	746	752	764	769	725
Création	720	736	723	741	766
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	1 099	1 106	1 102	1 092	1 066
<b>DEFENSE</b>	<b>50 350</b>	<b>40 583</b>	<b>42 025</b>	<b>40 983</b>	<b>39 933</b>
Environnement et prospective de la politique de défense	1 350	1 314	1 348	1 345	1 226
Préparation et emploi des forces	9 058	7 362	9 325	8 052	8 589
Soutien de la politique de la défense	21 672	21 036	21 451	21 376	20 461
Equipement des forces	18 270	10 871	9 901	10 210	7 657
Excellence technologique des industries de défense (2)	0	0	0	0	2 000
<b>DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT</b>	<b>1 227</b>	<b>1 209</b>	<b>1 106</b>	<b>1 141</b>	<b>1 244</b>
Coordination du travail gouvernemental	536	572	504	522	495
Protection des droits et libertés	98	98	98	93	89
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	593	538	504	525	534
Transition numérique de l'Etat et modernisation de l'action publique (2)	0	0	0	0	126
<b>ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES</b>	<b>9 354</b>	<b>9 455</b>	<b>9 100</b>	<b>9 672</b>	<b>11 502</b>
Infrastructures et services de transports	4 467	5 129	4 338	4 811	4 997
Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture	196	195	160	175	186
Météorologie	202	202	196	196	199
Paysages, eau et biodiversité	271	284	241	257	242
Information géographique et cartographique	96	96	93	93	95
Prévention des risques	141	89	52	66	226
Energie, climat et après-mines	782	786	739	748	547
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	3 198	2 675	3 281	3 328	3 436
Innovation pour la transition écologique et énergétique (2)	0	0	0	0	830
Projets industriels pour la transition écologique et énergétique (2)	0	0	0	0	470
Ville et territoires durables (2)	0	0	0	0	274



unité : million d'€	Prévision annuelle 2015		Cumul à fin décembre 2015		Cumul à fin décembre 2014 retraité
	AE	CP	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>ECONOMIE</b>	<b>3 274</b>	<b>1 875</b>	<b>2 940</b>	<b>1 852</b>	<b>3 754</b>
Développement des entreprises et du tourisme	940	955	928	947	988
Plan "France Très haut débit" (1)	1 412 (1)	0	1 104	0	0
Statistiques et études économiques	462	461	454	451	459
Stratégie économique et fiscale	460	460	455	454	469
Projets industriels (2)	0	0	0	0	420
Innovation (2)	0	0	0	0	852
Economie numérique (2)	0	0	0	0	565
<b>EGALITE DES TERRITOIRES ET LOGEMENT (3)</b>	<b>13 862</b>	<b>13 759</b>	<b>12 810</b>	<b>12 803</b>	<b>12 897</b>
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	1 420	1 420	1 590	1 591	1 468
Aide à l'accès au logement	11 055	11 055	10 754	10 754	10 915
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	610	508	465	458	514
Politique de la ville (4)	0	0	0	0	0
Conduite et pilotage des politiques du logement et de l'égalité des territoires (3)	777	777	0	0	0
<b>ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT</b>	<b>46 026</b>	<b>43 119</b>	<b>45 695</b>	<b>42 725</b>	<b>47 095</b>
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	42 292	42 292	42 136	42 136	43 159
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	188	188	146	146	120
Epargne	442	412	254	254	385
Majoration de rentes	166	166	160	160	169
Dotation en capital du mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	3 262
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque (1)	2 939	62	2 999	30	0
<b>ENSEIGNEMENT SCOLAIRE</b>	<b>66 364</b>	<b>66 444</b>	<b>66 374</b>	<b>66 395</b>	<b>65 111</b>
Enseignement scolaire public du premier degré	19 829	19 829	19 875	19 875	19 387
Enseignement scolaire public du second degré	30 917	30 917	30 913	30 913	30 544
Vie de l'élève	4 798	4 845	4 763	4 811	4 458
Enseignement privé du premier et du second degrés	7 174	7 174	7 166	7 166	7 112
Soutien de la politique de l'éducation nationale	2 272	2 304	2 300	2 273	2 117
Internats de la réussite (2)	0	0	0	0	138
Enseignement technique agricole	1 373	1 373	1 357	1 358	1 355
<b>GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES</b>	<b>11 349</b>	<b>11 168</b>	<b>11 033</b>	<b>11 112</b>	<b>11 265</b>
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	8 323	8 171	8 138	8 150	8 288
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat (2)	0	0	0	0	0
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières (3)	1 087	1 032	988	1 051	1 047
Facilitation et sécurisation des échanges	1 589	1 602	1 572	1 573	1 577
Entretien des bâtiments de l'Etat	148	158	134	144	157
Fonction publique	202	205	203	193	197
<b>IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION</b>	<b>678</b>	<b>685</b>	<b>670</b>	<b>678</b>	<b>719</b>
Immigration et asile	610	617	611	618	670
Intégration et accès à la nationalité française	68	68	60	60	49
<b>JUSTICE</b>	<b>9 148</b>	<b>7 848</b>	<b>8 270</b>	<b>7 850</b>	<b>7 671</b>
Justice judiciaire	2 978	3 048	2 847	3 089	3 053
Administration pénitentiaire	4 685	3 356	3 993	3 322	3 182
Protection judiciaire de la jeunesse	775	773	780	775	758
Accès au droit et à la justice	353	352	339	339	382
Conduite et pilotage de la politique de la justice	352	314	309	320	293
Conseil supérieur de la magistrature	4	4	3	4	3
<b>MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES</b>	<b>714</b>	<b>711</b>	<b>690</b>	<b>697</b>	<b>790</b>
Presse	254	254	239	249	256
Livre et industries culturelles	270	267	262	259	251
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique	190	190	190	190	283
Action audiovisuelle extérieure (2)	0	0	0	0	0



unité : million d'€	Prévision annuelle 2015		Cumul à fin décembre 2015		Cumul à fin décembre 2014 retraité
	AE	CP	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>OUTRE-MER</b>	<b>2 090</b>	<b>2 059</b>	<b>1 940</b>	<b>1 992</b>	<b>2 044</b>
Emploi outre-mer	1 397	1 384	1 361	1 373	1 377
Conditions de vie outre-mer	693	676	580	620	667
<b>POLITIQUE DES TERRITOIRES</b>	<b>709</b>	<b>749</b>	<b>583</b>	<b>699</b>	<b>745</b>
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	211	257	161	249	259
Interventions territoriales de l'Etat	49	43	13	40	55
Politique de la ville (4)	449	450	409	409	431
<b>POUVOIRS PUBLICS</b>	<b>988</b>	<b>988</b>	<b>988</b>	<b>988</b>	<b>990</b>
Présidence de la République	100	100	100	100	102
Assemblée nationale	518	518	518	518	518
Sénat	324	324	324	324	324
La Chaîne parlementaire	35	35	35	35	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	10	10	10	10	11
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	1	1	1	1	1
<b>RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>	<b>26 060</b>	<b>26 167</b>	<b>25 805</b>	<b>26 006</b>	<b>30 556</b>
Formations supérieures et recherche universitaire	12 722	12 820	12 637	12 744	12 743
Vie étudiante	2 510	2 508	2 548	2 556	2 449
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	6 214	6 174	6 198	6 223	5 974
Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources (2)	0	0	0	0	0
Recherche spatiale	1 435	1 435	1 345	1 354	1 346
Ecosystèmes d'excellence (2)	0	0	0	0	3 987
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	1 629	1 637	1 559	1 589	1 608
Recherche dans le domaine de l'aéronautique (2)	0	0	0	0	1 009
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	917	965	899	923	952
Recherche duale (civile et militaire)	192	192	184	184	61
Recherche culturelle et culture scientifique	115	115	112	112	111
Enseignement supérieur et recherche agricoles	326	323	324	321	317
<b>REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE</b>	<b>6 458</b>	<b>6 458</b>	<b>6 452</b>	<b>6 452</b>	<b>6 506</b>
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	4 080	4 080	4 089	4 089	4 129
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	853	853	853	853	820
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	1 525	1 525	1 510	1 510	1 557
<b>RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>	<b>3 033</b>	<b>2 822</b>	<b>2 983</b>	<b>2 748</b>	<b>2 812</b>
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements (3)	2 774	2 539	2 685	2 452	2 295
Concours financiers aux départements (2)	0	0	0	0	0
Concours financiers aux régions (2)	0	0	0	0	0
Concours spécifiques et administration	259	283	298	296	517
<b>REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS</b>	<b>101 789</b>	<b>101 789</b>	<b>103 186</b>	<b>103 185</b>	<b>96 131</b>
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	89 715	89 715	91 510	91 509	84 629
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	12 074	12 074	11 676	11 676	11 502
<b>SANTE</b>	<b>1 279</b>	<b>1 279</b>	<b>1 276</b>	<b>1 252</b>	<b>1 265</b>
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	505	505	502	478	496
Protection maladie	774	774	774	774	768
<b>SECURITES</b>	<b>18 201</b>	<b>18 258</b>	<b>18 554</b>	<b>18 313</b>	<b>18 132</b>
Police nationale	9 662	9 696	9 709	9 703	9 503
Gendarmerie nationale	8 093	8 077	8 162	8 147	8 078
Sécurité et éducation routières	42	42	41	40	125
Sécurité civile	404	443	641	424	426



unité : million d'€	Prévision annuelle 2015		Cumul à fin décembre 2015		Cumul à fin décembre 2014 retraité
	AE	CP	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES</b>	<b>16 239</b>	<b>16 247</b>	<b>16 250</b>	<b>16 275</b>	<b>16 056</b>
Inclusion sociale, protection des personnes et économie sociale et solidaire (3)	2 827	2 840	2 834	2 847	2 997
Actions en faveur des familles vulnérables (2)	0	0	0	0	0
Handicap et dépendance	11 910	11 910	11 910	11 912	11 532
Egalité entre les femmes et les hommes	25	25	23	23	24
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	1 477	1 473	1 482	1 493	1 503
<b>SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE</b>	<b>472</b>	<b>485</b>	<b>495</b>	<b>504</b>	<b>535</b>
Sport	239	252	230	239	242
Jeunesse et vie associative	233	233	265	265	209
Projets innovants en faveur de la jeunesse (2)	0	0	0	0	84
<b>TRAVAIL ET EMPLOI</b>	<b>11 902</b>	<b>11 291</b>	<b>12 786</b>	<b>12 105</b>	<b>11 305</b>
Accès et retour à l'emploi	8 026	7 711	9 090	8 480	7 313
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	2 970	2 721	2 826	2 813	3 066
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	134	82	138	71	60
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	772	778	732	740	740
Formation et mutations économiques (2)	0	0	0	0	126
<b>TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>420 473</b>	<b>404 182</b>	<b>410 370</b>	<b>404 760</b>	<b>406 966</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>318 684</b>	<b>302 394</b>	<b>307 184</b>	<b>301 575</b>	<b>310 836</b>

(1) programme crée en 2015

(2) programme supprimé en 2015

(3) changement de libellé en 2015

(4) programme ayant changé de mission en 2015



	Prévision annuelle	Cumul à fin décembre		
	2015	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Impôt sur le Revenu (A)</b>	<b>75 947</b>	<b>75 897</b>	<b>75 389</b>	<b>75 389</b>
<b>Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)</b>	<b>2 936</b>	<b>2 945</b>	<b>2 791</b>	<b>2 780</b>
<b>Impôt sur les sociétés (C)</b>	<b>60 405</b>	<b>60 892</b>	<b>58 436</b>	<b>58 436</b>
Impôt sur les sociétés	59 286	59 749	57 304	57 304
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	1 119	1 143	1 133	1 133
<b>Autres impôts directs et taxes assimilées (D)</b>	<b>14 434</b>	<b>14 484</b>	<b>13 569</b>	<b>13 569</b>
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	738	940	660	660
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	3 704	3 800	3 485	3 485
Prélèvements sur les bénéficiaires tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéficiaires distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	48	61	91	91
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	7	7	3	3
Impôt de solidarité sur la fortune	5 388	5 224	5 198	5 198
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	34	33	34	34
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	131	127	74	74
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	20	21	121	121
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	19	18	19	19
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	36	32	35	35
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	83	73	77	77
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	207	190	7	7
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	6	6	7	7
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	1	1
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	50	32	81	81
Recettes diverses	3 964	3 920	3 676	3 676
<b>Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)</b>	<b>13 905</b>	<b>13 774</b>	<b>13 225</b>	<b>13 225</b>
<b>Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)</b>	<b>191 998</b>	<b>193 518</b>	<b>189 595</b>	<b>187 931</b>
<b>Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)</b>	<b>20 923</b>	<b>21 806</b>	<b>19 107</b>	<b>19 107</b>
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	427	463	418	418
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	150	145	147	147
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	1	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	9	8	9	9
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	1 509	1 656	1 462	1 462



	Prévision annuelle	Cumul à fin décembre		
	2015	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit par décès	10 107	10 630	8 870	8 870
Contribution de sécurité immobilière	566	593	549	549
Autres conventions et actes civils	510	469	499	499
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	369	394	359	359
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	130	158	119	119
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	179	241	175	175
Timbre unique	213	198	219	219
Taxe sur les véhicules de société	150	150	150	150
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	657	784	323	323
Autres droits et recettes accessoires	6	4	5	5
Amendes et confiscations	50	45	48	48
Taxe générale sur les activités polluantes	273	277	344	344
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	30	30	29	29
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	170	169	170	170
Autres droits et recettes à différents titres	6	33	6	6
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	50	49	49	49
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	52	52	51	51
Taxe sur certaines dépenses de publicité	27	25	27	27
Taxe de l'aviation civile	54	69	76	76
Taxe sur les installations nucléaires de base	577	577	577	577
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	30	31	30	30
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	2 151	2 085	2 077	2 077
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	672	691	689	689
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	444	446	452	452
Prélèvement sur les paris sportifs	220	226	186	186
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	58	55	61	61
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	7	7
Taxe sur les transactions financières	910	917	771	771
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	2	11	8	8
Autres taxes	166	119	143	143
<b>TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)</b>	<b>380 548</b>	<b>383 317</b>	<b>372 111</b>	<b>370 437</b>
<b>TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)</b>	<b>278 759</b>	<b>280 132</b>	<b>275 981</b>	<b>274 307</b>



	Prévision annuelle	Cumul à fin décembre		
	2015	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Dividendes et recettes assimilées (A)</b>	<b>5 652</b>	<b>5 434</b>	<b>6 275</b>	<b>6 275</b>
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	1 961	1 963	1 876	1 876
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	541	469	332	332
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	3 150	3 002	4 067	4 067
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
<b>Produits du domaine de l'Etat (B)</b>	<b>1 912</b>	<b>1 759</b>	<b>1 908</b>	<b>1 905</b>
Revenus du domaine public non militaire	331	323	206	206
Autres revenus du domaine public	90	87	204	204
Revenus du domaine privé	47	52	47	47
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	291	187	291	291
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	1 030	1 015	1 080	1 078
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	108	82	66	66
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	15	13	14	14
<b>Produits de la vente de biens et services (C)</b>	<b>1 132</b>	<b>1 144</b>	<b>1 081</b>	<b>1 081</b>
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	525	540	502	502
Autres frais d'assiette et de recouvrement	517	532	494	494
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	60	50	57	57
Produits de la vente de divers biens	2	0	0	0
Produits de la vente de divers services	13	6	13	13
Autres recettes diverses	15	15	15	15
<b>Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)</b>	<b>481</b>	<b>474</b>	<b>439</b>	<b>439</b>
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	217	211	161	161
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	7	6	2	2
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	36	36	39	39
Intérêts des autres prêts et avances	59	60	59	59
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	127	115	139	139
Autres avances remboursables sous conditions	1	3	1	1
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	13	13	14	14
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	21	31	24	24



	Prévision annuelle	Cumul à fin décembre		
	2015	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)</b>	<b>2 744</b>	<b>2 933</b>	<b>1 091</b>	<b>1 091</b>
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	437	411	415	415
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	1 500	1 617	113	113
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	93	112	48	48
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire du Trésor	15	8	14	14
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	673	761	477	477
Frais de poursuite	13	12	11	11
Frais de justice et d'instance	10	10	10	10
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	3	2	3	3
<b>Divers (F)</b>	<b>2 815</b>	<b>2 668</b>	<b>3 158</b>	<b>3 158</b>
Reversements de Natixis	60	60	60	60
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	0	0	725	725
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	805	805	733	733
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	274	294	130	130
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	209	210	180	180
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	11	10	9	9
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	82	48	82	82
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	1	0	0	0
Frais d'inscription	9	8	9	9
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	11	9	10	10
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	6	6	5	5
Récupération d'indus	50	28	49	49
Recouvrements après admission en non-valeur	171	140	171	171
Divers versements de l'Union européenne	23	20	23	23
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	50	25	20	20
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	34	18	20	20
Recettes diverses en provenance de l'étranger	3	12	3	3
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	3	3	3	3
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	210	235	220	220
Produits divers	517	484	347	347
Autres produits divers	286	253	357	357
<b>TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)</b>	<b>14 736</b>	<b>14 412</b>	<b>13 952</b>	<b>13 949</b>





	Prévision annuelle	Cumul à fin décembre		
	2015	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales</b>	<b>-50 729</b>	<b>-50 528</b>	<b>-54 434</b>	<b>-54 426</b>
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-36 607	-36 645	-40 125	-40 117
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-19	-17	-21	-21
<b>Dotations</b> de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	-25	-76	-20	-20
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-5 961	-5 615	-5 911	-5 911
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-1 826	-1 894	-1 789	-1 789
<b>Dotations</b> élu local	-65	-65	-65	-65
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	-41	-36	-39	-39
<b>Fonds</b> de mobilisation départementale pour l'insertion	-500	-500	-501	-501
<b>Dotations</b> départementale d'équipement des collèges	-326	-326	-326	-326
<b>Dotations</b> régionale d'équipement scolaire	-661	-661	-661	-661
<b>Fonds</b> de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	-5	-4	-3	-3
<b>Dotations</b> globale de construction et d'équipement scolaire	-3	-3	-3	-3
<b>Compensation</b> relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	-3	-3
<b>Dotations</b> de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-3 324	-3 324	-3 325	-3 325
<b>Dotations</b> pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-655	-650	-736	-736
<b>Dotations</b> de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (2)	0	0	-505	-505
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	-193	-193	-292	-292
<b>Dotations</b> de compensation des produits syndicaux fiscalisés	0	0	-1	-1
<b>Dotations</b> de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (complément au titre de 2011)	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	-4	-3	-3	-3
<b>Dotations</b> de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-83	-83	-83	-83
<b>Dotations</b> exceptionnelle de correction des calculs de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et du prélèvement ou du reversement des fonds nationaux de garantie individuelle des ressources	0	0	-22	-22
<b>Fonds</b> de compensation des nuisances aéroportuaires (1)	-7	-7	0	0
<b>Dotations</b> de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (1)	-423	-425	0	0
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne</b>	<b>-19 705</b>	<b>-19 702</b>	<b>-20 347</b>	<b>-20 347</b>
<b>TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES</b>	<b>-70 434</b>	<b>-70 230</b>	<b>-74 781</b>	<b>-74 774</b>
<b>Fonds de concours</b>				
<b>Fonds</b> de concours ordinaires et spéciaux		4 803	3 422	3 422
<b>Fonds</b> de concours - coopération internationale		310	267	267
<b>TOTAL FONDS DE CONCOURS</b>	<b>4 825</b>	<b>5 113</b>	<b>3 690</b>	<b>3 690</b>

(1) ligne créée en 2015

(2) ligne supprimée en 2015



unité : million d'€

	Prévision annuelle 2015			Cumul à fin décembre					
	Dépenses	Recettes	Solde	Dépenses		Recettes		Soldes	
				2015	2014 exécuté	2015	2014 exécuté	2015	2014 exécuté
<b>Comptes d'affectation spéciale</b>	<b>66 748</b>	<b>67 392</b>	<b>644</b>	<b>64 543</b>	<b>67 466</b>	<b>65 862</b>	<b>67 659</b>	<b>1 319</b>	<b>193</b>
Aides à l'acquisition de véhicules propres	242	272	30	226	194	302	335	76	141
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	1 367	1 377	10	1 286	1 333	1 329	1 316	43	-17
Développement agricole et rural	148	148	0	131	132	137	117	6	-15
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	377	377	0	404	251	375	376	-29	126
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	1 491	1 491	0	1 497	785	1 501	678	4	-107
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	521	521	0	498	576	622	533	124	-43
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat	19	19	0	16	16	16	16	0	0
Participation de la France au désendettement de la Grèce	433	309	-124	0	501	309	399	309	-102
Participations financières de l'Etat	5 000	5 000	0	3 419	7 286	3 450	6 868	30	-418
Pensions	56 842	57 569	727	56 534	56 279	57 313	56 913	779	634
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	309	309	0	533	114	509	109	-24	-5
<b>Comptes de concours financiers</b>	<b>112 430</b>	<b>112 728</b>	<b>298</b>	<b>108 570</b>	<b>118 528</b>	<b>108 658</b>	<b>118 233</b>	<b>88</b>	<b>-295</b>
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	7 439	7 533	94	7 042	7 022	7 129	7 007	86	-16
Avances à l'audiovisuel public	3 667	3 667	0	3 667	3 551	3 667	3 552	0	1
Avances aux collectivités territoriales	100 346	100 850	504	97 055	93 649	97 129	94 487	74	838
Avances aux organismes de sécurité sociale (1)	0	0	0	0	12 632	0	12 592	0	-40
Prêts à des Etats étrangers	777	642	-135	692	556	652	580	-40	24
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	201	36	-164	114	1 117	82	15	-32	-1 102
<b>Comptes de commerce</b>			<b>156</b>	<b>47 031</b>	<b>49 142</b>	<b>47 279</b>	<b>49 328</b>	<b>248</b>	<b>186</b>
Approvisionnement des armées en produits pétroliers, autres fluides et produits complémentaires				610	692	664	725	54	32
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire				156	160	152	159	-4	-1
Couverture des risques financiers de l'Etat				1 266	2 079	1 266	2 079	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat				653	644	669	634	16	-10
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat				44 280	45 502	44 424	45 635	145	134
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes				4	3	9	8	6	6
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses				0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines				41	40	66	67	24	27
Régie industrielle des établissements pénitentiaires				21	21	28	21	7	0
Renouvellement des concessions hydroélectriques				0	1	0	0	0	-1
<b>Comptes d'opérations monétaires</b>			<b>69</b>	<b>4 989</b>	<b>3 273</b>	<b>3 011</b>	<b>2 454</b>	<b>-1 978</b>	<b>-819</b>
Emission des monnaies métalliques				157	168	236	235	79	67
Opérations avec le Fonds Monétaire International				4 676	3 090	2 729	2 200	-1 947	-890
Pertes et bénéfices de change				156	15	46	19	-110	4
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX</b>			<b>1 167</b>	<b>225 134</b>	<b>238 410</b>	<b>224 811</b>	<b>237 675</b>	<b>-323</b>	<b>-735</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)</b>			<b>1 167</b>	<b>220 458</b>	<b>235 319</b>	<b>222 082</b>	<b>235 475</b>	<b>1 624</b>	<b>155</b>

(1) mission supprimée en 2015



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2014	Flux nets de l'année	Solde à fin décembre 2015
<b>Dépôts de fonds au Trésor</b>	Organismes d'assurance et de réassurance	602	-82	520
	<b>Organismes à caractère financier</b>			
	Caisse des Dépôts et Consignations	10	0	10
	La Poste	2	-2	0
	Divers organismes à caractère financier	218	24	242
	<b>Total organismes à caractère financier</b>	<b>833</b>	<b>-61</b>	<b>773</b>
	<b>CEPL</b>			
	Régions	926	736	1 662
	Départements	4 624	202	4 826
	Communes	18 472	2 885	21 357
	HLM	360	-37	323
	Autres	19 448	1 266	20 714
	<b>Total CEPL</b>	<b>43 831</b>	<b>5 051</b>	<b>48 882</b>
	<b>Hôpitaux</b>	<b>4 287</b>	<b>154</b>	<b>4 440</b>
	<b>Etablissements publics nationaux</b>			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	9 959	174	10 132
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	3 868	292	4 160
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	2 660	126	2 786
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	763	99	862
	<b>Total établissements publics nationaux</b>	<b>17 251</b>	<b>690</b>	<b>17 941</b>
<b>Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger</b>	<b>10 788</b>	<b>-294</b>	<b>10 494</b>	
<b>Communautés européennes</b>	<b>1 906</b>	<b>690</b>	<b>2 596</b>	
<b>Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>				
Fonds et Fondations	46	-4	42	
GIP	577	37	615	
EPLÉ	1 931	205	2 136	
Autres correspondants	12 163	619	12 782	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	38	4	42	
<b>Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>	<b>14 756</b>	<b>861</b>	<b>15 617</b>	
<b>Total Dépôts de fonds du Trésor</b>	<b>93 651</b>	<b>7 092</b>	<b>100 744</b>	
<b>Comptes à terme</b>	Placements des CEPL sur un compte à terme	353	-335	18
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	40	-40	0
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0
	<b>Total Comptes à terme</b>	<b>394</b>	<b>-376</b>	<b>18</b>
<b>Total Passif (A)</b>		<b>94 045</b>	<b>6 716</b>	<b>100 761</b>
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0
<b>Total Actif (B)</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)</b>		<b>94 045</b>	<b>6 716</b>	<b>100 761</b>



	Solde au 31/12/2014	Flux nets de l'année	Solde à fin décembre 2015
unité : million d'€.			
<b>Titres négociables (A)</b>	<b>1 527 562</b>	<b>48 833</b>	<b>1 576 395</b>
<b>Titres négociables à moyen et long terme</b>	<b>1 352 277</b>	<b>71 445</b>	<b>1 423 722</b>
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 196 543	124 710	1 321 252
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 019 548	119 697	1 139 245
- <i>taux variable</i>	157 169	6 289	163 458
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	155 734	-53 264	102 470
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	143 437	-49 375	94 062
- <i>taux variable</i>	11 720	-3 711	8 009
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
<b>Titres négociables à court terme</b>	<b>175 285</b>	<b>-22 612</b>	<b>152 673</b>
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	175 285	-22 612	152 673
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
<b>Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Dettes financières et autres emprunts (C)</b>	<b>4 758</b>	<b>1 908</b>	<b>6 666</b>
<b>TOTAL (A+B+C)</b>	<b>1 532 320</b>	<b>50 741</b>	<b>1 583 061</b>



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1<sup>er</sup> janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « exécutés » 2014 correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « retraités » 2014 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2015.

#### **Autorisation d'engagement (AE)**

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

#### **Catégorie**

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

#### **Comptes spéciaux**

##### Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

##### Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

#### **Correspondants du Trésor**

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

#### **Crédit de paiement (CP)**

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

**FMI** : Fonds Monétaire International

#### **Fonds de concours**

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

#### **Mission**

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

#### **Prélèvements sur recettes**

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

#### **Programme**

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

#### **R et D : Remboursements et Dégrèvements**

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

#### **Solde budgétaire de l'exercice**

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

#### **Titre**

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

#### **Différences d'arrondis**

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

#### **Prévision**

La colonne « Prévision » comprend la loi de finances initiale, la loi de finances rectificative, le décret d'annulation du 9 juin 2015 et les fonds de concours.